



**European
Partners for the
Environment**

Note suite à la conférence européenne du 31 Mai 2018 à Milan '**ODD, climat et le futur de l'Europe**' au vu des nouvelles échéances européennes et de la démission de N. Hulot.

Au moment où les États membres de la Grande Bretagne aux pays de Visegrad et l'Italie, de la France et de l'Allemagne aux Pays Bas, de la Grèce à la Finlande et l'Espagne ont des visions de l'UE et de leur place en son sein qui divergent, alors que l'UE doit faire face aux menaces d'une ère *post-démocratique*. Il grand temps de proposer pour l'Europe une autre vision et une autre stratégie. Faisons de l'Europe '*une nouvelle aventure incroyable*'¹.

Transformer Notre Europe peut se faire vite et sans attendre un éventuel changement de traité. Compte tenu des obstacles à l'intérieur même de l'UE à de grandes avancées institutionnelles dans le contexte géo-politique actuel il serait de l'intérêt de la France de prendre la tête d'un *partenariat renforcé* entre Etats souverains et tous les autres acteurs étatiques et non étatiques en soutien aux Objectifs du Développement Durable et à l'accord de Paris sur le climat. Partenariat renforcé qui '*transformerait l'Europe*' et permettrait un '*bond en avant*' de l'Europe comme de l'humanité avant que ce ne soit trop tard.

1. Nouveau narratif pour l'Europe.

Dans le cadre de la consultation sur le futur de l'Europe, la conférence de Milan du 31 Mai 2018 a proposé un nouveau narratif sur le thème '**nous voulons être fiers de l'Europe**'. Ce nouveau narratif propose notamment 5 priorités qui ont reçu le soutien du Premier Vice-Président de la Commission F. Timmermans.

Extraits :

L'Europe peut et doit être le leader mondial du développement durable, en associant le développement économique, l'égalité sociale et le respect de l'environnement, en relançant «le rêve européen» de paix et de bien-être qui a guidé l'Union européenne pendant tant d'années.

Les risques pour l'avenir de l'Union européenne peuvent être résolus grâce à un leadership politique fort basé sur l'Agenda 2030 'Transformons notre Monde' et qui visera à atteindre les 'objectifs de développement durable'. Nous voulons être fiers d'un changement de paradigme basé sur un changement de mentalité profondément enraciné dans l'intégration des changements culturels.

¹ Nouveau narratif pour l'Europe. Milan. 31 Mai 2018.

Nous voulons être fiers d'avoir des valeurs européennes protégées et renforcées, d'assurer la cohérence entre les actions et les valeurs établies dans le traité de l'UE, la charte des droits fondamentaux et les accords et traités des Nations unies.

Nous voulons être fiers d'avoir tiré parti de la révolution numérique, de la révolution de la finance inclusive et durable et de la révolution sociétale engagée qui transforme les citoyens en «coopérateurs» de l'humanité et de la planète.

Forts de l'Agenda des Nations Unies 'Transformer notre monde' et de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, nous voulons être fiers d'avoir fixé cinq priorités de mise en œuvre aux propriétés systémiques (effet domino) et qui auront transformé notre Europe d'ici 2030:

- *Construire un nouveau contrat social en mettant en œuvre les objectifs de non-pauvreté (ODD1), zéro faim (ODD 2), zéro chômage, réduction des inégalités (ODD10), travail décent (ODD 8), éducation de qualité (ODD4)*
- *Revenir à un cadre fixé par les frontières planétaires pour protéger l'humanité et assurer un espace sûr et sécurisé en termes de changement climatique, de biodiversité et de gestion des ressources naturelles.*
- *Faire de la finance inclusive et durable un levier pour transformer l'Europe et la planète.*
- *Assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité d'accès au leadership à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie politique, économique et publique et l'égalité des chances (ODD 5)*
- *Promouvoir l'état de droit et appliquer des lois non discriminatoires, protéger les libertés fondamentales, assurer la bonne gouvernance, la responsabilité et la transparence inclusives, participatives et représentatives à tous les niveaux, habilitation à intensifier la mise en œuvre des ODD (ODD16)*

Pour atteindre ces 5 priorités :

Nous voulons être fiers de la manière dont le président de la Commission européenne aura été élu en 2019 et les services de la Commission restructurés en 2020 conformément aux objectifs de développement durable. Pour transformer notre Europe, nous devons modifier ses politiques et les fonder sur une nouvelle compréhension et de nouvelles formes d'action. C'est pourquoi nous proposons de modifier les critères d'éligibilité pour les présidents des institutions européennes, qui devront souscrire et accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Nous voulons être fiers d'avoir déployé et diffusé des exemples positifs de pays de l'UE ayant obtenu d'excellents résultats dans les principales variables du bien-être (revenu, espérance de vie, emploi, liberté, confiance, qualité de l'environnement, etc.) développement durable démontrant que «le monde de demain est déjà là». Nous voulons être fiers d'avoir pu accélérer et renforcer ces changements, également dans le but

d'accroître la position concurrentielle de notre continent sur la scène mondiale des technologies au service du développement durable.

Nous savons que nous devons arriver là où nous ne sommes jamais allés. Sur une nouvelle terre. Nous savons que cela ne sera possible que grâce à des partenariats entre acteurs étatiques et non étatiques, hommes et femmes, générations différentes. Nous voulons être fiers que l'Europe ait développé des «partenariats renforcés» entre acteurs étatiques et non étatiques pour faire face aux menaces telles que le changement climatique, la crise de la biodiversité et les inégalités sociales à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe.

2. La place de la France

On sait qu'en 2019, dans le cadre européen, on verra s'affirmer une alliance des droites populistes sous la houlette de leaders de l'Italie et de la Hongrie. Face à elle le Président Macron voudrait s'affirmer comme le leader de l'alternative (en espérant à cette occasion reconfigurer le parlement européen) mais comme on peut le constater sa vision de l'UE et des changements à y apporter ni ne reprend la dimension transformation européenne en réponse à l'Agenda 2030 ni ne tient compte que toute intention de changement institutionnel se fracturera sur la règle de l'unanimité dans un système multilatéral où plusieurs gouvernements à l'intérieur de l'UE sont maintenant clairement 'populistes' (Visegrad+Italie) et sont soutenus à l'extérieur par des 'forces hostiles'.

C'est dans ce contexte que la 'reconfiguration' ou non du gouvernement français à partir des enseignements de la démission de N. Hulot me paraît importante et rejoint la question du nouveau narratif européen (voir plus haut).

Il faut se pencher sur les points forts et faibles français tout comme sur la place de la France dans le dispositif international ODD pour « la grande transformation ».

Point fort : La France, leader de la finance durable, **mais quid de la finance inclusive ?**
Point faible : même si l'intitulé du ministère de la transition se voulait 'écologique et solidaire', **la France n'a pas un discours sur le 'nouveau contrat social' et dès lors ne peut se présenter comme leader de la 'grande transformation'**. Le plan pauvreté qui sera présenté en Septembre fera-t-il le lien avec les ODD ?

La conférence de Milan a montré que l'agenda 2030 est le seul programme alternatif crédible face au discours populiste. Salvini (Ministre Italien de l'Intérieur et leader de l'extrême droite) dit très justement : le clivage gauche/droite est remplacé par un clivage gros/petit.

Le discours sur le rafistolage du modèle libéral européen ne fait pas le poids parce que le cœur du sujet est la montée des inégalités (voir déclaration même du FMI) générée automatiquement par le modèle financier et économique en place.

J'ai visionné l'interview de N. Hulot annonçant sa démission. J'en ai retenu deux aspects méthodologiques :

- N.Hulot se sentait 'seul' '*où sont mes troupes ?*'. Il faut me semble-t-il mettre en évidence l'importance d'une stratégie ministérielle qui met en avant 'les champions du nouveau monde porteur de la nouvelle économie et du nouveau contrat social'. Un rôle pour 'Finance for Tomorrow' et le Comité 21 ?
- L'absence de vision transformatrice dans le sens du 'nouveau narratif' de la part du Président et Premier Ministre qui conduit à ce que ces derniers semblent 'être au balcon' et à faire des réunions gouvernementales un lieu d'affrontement entre le nouveau et le vieux monde (comme le ministre de l'agriculture). Ne serait-il pas judicieux de proposer un 'Ministre des Partenariats de la Transition écologique et solidaire', idéalement un banquier 'vert' macronien (par rapport aux ambitions françaises de leadership de la finance durable et inclusive) présentant sur chaque dossier l'alliance 'nouveau monde' qui soutient la décision à prendre et l'impact économique, financier et social.

La note jointe « L'Alliance Révolutionnaire » qui est un article rédigé en Mai et qui sera publié à l'automne à l'invitation de Carine Dartiguepeyrou précise les propositions .

3. Finance inclusive et durable.

J'interviendrai sur ce sujet à Bordeaux, Buenos Aires (avec la participation de représentants du G20, de la finance – y compris la finance islamique- , des religions – dont le Cardinal Turkson - et de la société civile) et Berlin dans les deux prochains mois. Une note est en cours de préparation. Elle s'esquisse autour des éléments suivant :

- Un tableau sombre 'comment en est-on arrivé là ?'
- Quelle alternative : une quatrième mondialisation basée sur l'Agenda 2030 et les accords de Paris, vue comme '*la face lumineuse de la mondialisation*' (Bettina Laville)
- Comment élargir le concept de finance inclusive et quelles implications en termes de business modèle de la finance ?
- Quelles initiatives prendre pour mobiliser et recréer de la confiance ?

Raymond Van Ermen.
Conseiller auprès de la Présidente de EPE.
Membre du Groupe Prospective du Comité 21.